



Contribution de la FNME CGT

A la consultation publique N°2023-08 du 12/10/2023

Relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Préambule :

La FNME CGT tient en premier lieu à rappeler la résilience dont a fait preuve le système gazier français, permise par les agents du service public du gaz, dans un contexte de crise majeure. En effet, nos infrastructures gazières ont su s'adapter à une baisse brutale des importations de gaz russe par la hausse des importations de GNL, le remplissage intégral des stockages et la mise en place des objectifs européens REPower EU pour assurer la sécurité d'approvisionnement, accroître l'indépendance énergétique et limiter l'augmentation des prix. La hausse des quantités de gaz transportées dans un contexte d'inversion des flux gaziers de l'Ouest vers l'Est et de développement de capacités rebours vers l'Allemagne montre la maturité atteinte par les réseaux gaziers français, la pertinence de leur dimensionnement et leur valeur assurantielle pour la France comme pour l'Europe.

Les orientations générales affichées par la CRE dans le document de consultation, qui répondent principalement à l'objectif de maîtrise des coûts unitaires, semblent pour la FNME CGT en décalage avec la réalité de nos activités et les constats que nous faisons plus haut. Aussi, de crainte de voir la résilience des réseaux mise à mal par une vision comptable de nos activités, nous souhaitons faire les remarques suivantes :

- Comme le montre le rapport de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières, l'essentiel du réseau restera nécessaire à long terme malgré la baisse souhaitée des volumes de gaz acheminés. Les coûts des opérateurs étant dans leur écrasante majorité des coûts fixes, le premier principe tarifaire devrait selon la FNME CGT être le maintien du niveau actuel de la couverture des coûts assurant la sécurité et la performance industrielle des réseaux, à compléter par des moyens permettant aux opérateurs de répondre aux enjeux de décarbonation et d'intégration des gaz renouvelables. La baisse générale des moyens alloués affichée par le document de consultation ne semble pas aller dans ce sens : la trajectoire des charges nette d'exploitation prévue est notamment en retrait par rapport à l'estimé 2023.
- Le document de consultation insiste sur l'objectif de maîtrise des charges nettes d'exploitation dont font partie les charges de personnel. Pour que des infrastructures soient résilientes tout en assurant la sécurité industrielle et la performance, un minimum d'actes de maintenance assurés par des salariés qualifiés et en nombre suffisant sont nécessaires. Dans un contexte de forte évolution de l'actif industriel, nous estimons que de très importants efforts d'efficience ont déjà été consentis puisque les effectifs sont stables - voire en légère régression - depuis 2012 et les charges d'exploitation ont globalement suivi l'inflation sur la période. Les efforts de "productivité" ont donc essentiellement reposé sur les salariés des opérateurs qui ne peuvent éternellement représenter la seule variable d'ajustement.
- Les infrastructures gazières représentent un peu plus de 20% de la facture du client moyen. La hausse des prix du gaz sur la période récente est essentiellement imputable à la hausse du prix de la molécule dans un contexte de crise que la flexibilité des infrastructures a permis de limiter : La FNME CGT en veut pour preuve les écarts de prix constatés entre l'ouest et l'est de l'Europe. Pour la FNME CGT, il paraît donc dérisoire de vouloir contenir à tout prix le coût unitaire du transport à un moment où le prix de la molécule s'envole sans aucun service rendu additionnel.
- Tout laisse penser que la transition énergétique aura un effet inflationniste. En effet, l'adaptation des modes de production, les investissements massifs et coûteux dans la production d'énergies bas carbone et les réseaux, ainsi que le « signal prix » qui renchérit les énergies fossiles au travers des taxes et des réglementations, conduiront à une hausse durable et globale du prix des énergies. L'impact de la hausse du coût unitaire de distribution doit donc être replacé dans un contexte global de hausse du prix de toutes les énergies.

- La protection des utilisateurs du gaz doit selon **la FNME CGT** s'apprécier au niveau de la facture globale, et non sous le prisme des seuls coûts unitaires. En effet, sur le long terme, la baisse souhaitée des consommations, notamment du fait de l'efficacité énergétique, devrait compenser au niveau de la facture le renchérissement mécanique des coûts unitaires des réseaux.
- Le principal levier de protection des utilisateurs est selon nous le maintien du nombre d'usagers raccordés au gaz, combiné au développement des gaz décarbonés et aux efforts de sobriété et d'efficacité énergétique. Le cadre réglementaire devrait donc encourager les actions des opérateurs visant à développer et intégrer les gaz renouvelables, aider les usagers à maîtriser leurs consommations et développer l'usage et **inciter plus fortement le déploiement des** pompes à chaleur hybrides. **Les opérateurs devraient en outre pouvoir raccorder de nouveaux utilisateurs, les installations fioul, les collectivités là où les extensions de réseau pour raccorder les producteurs de biométhane se réalisent. Une telle possibilité présente un intérêt technique, économique et environnemental puisqu'elle pourrait éviter certains investissements de renforcement du réseau de gaz, comme électrique en privilégiant une consommation locale du biométhane et ainsi soulager les contraintes sur le ce réseau électrique en milieu rural qui, en plus de l'avènement des véhicules électriques, devra supporter sera surtout dû à un effet joule en période de grand froid.**
- Les technologies H2 et CO2 sont amenées à jouer un rôle dans la transition énergétique. **La FNME CGT** estime que dès lors qu'il y a un intérêt général à travailler sur ces questions pour l'ensemble des parties prenantes, la limitation de la R&D au strict domaine de la distribution de méthane est trop réductrice, quand bien même la CRE accompagnerait l'essor de ces filières par ailleurs. Dans les faits, les opérateurs de réseaux sont d'importants contributeurs au développement de ces technologies : il paraît donc opportun que le financement de l'effort de R&D se fasse dans un cadre régulé qui permet d'assurer la transparence des coûts, en conformité avec l'esprit de service public.

La FNME CGT note en revanche avec satisfaction la priorité donnée à la sécurité et l'intégrité des réseaux ainsi qu'à l'intégration du biométhane. Il est understandable que le tarif d'injection des gaz renouvelables et bas carbone évolue pour mieux refléter les coûts générés par les nouveaux utilisateurs du réseau que sont les producteurs de gaz. Cette évolution ne doit cependant pas freiner l'essor de filières, émergentes pour certaines, et déjà fragilisées par le manque de soutien des pouvoirs publics pour d'autres.

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Non, **la FNME CGT ne** partage pas pour ce qui concerne les charges d'exploitation. Le mécanisme d'incitation pousse les opérateurs à sous-consommer l'enveloppe tarifaire des CNE à tel point, qu'à périmètre d'activité constant, les effectifs et le volume de certaines activités ont été significativement réduits. Cette course contre le tarif a des effets d'autant plus délétères qu'elle est intervenue en parallèle d'un développement des infrastructures. De telles évolutions ne sont pas sans impact sur le corps social des opérateurs et le service rendu aux usagers.

La méthode de la CRE consistant à prendre le réalisé 2022 comme référence pour le prochain tarif, (sans tenir compte des hausses de coûts attendues pour 2023 et des besoins nouveaux de la prochaine période tarifaire) place les agents dans une spirale « mortifère ».

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

La FNME CGT ne partage pas le point de vue de la CRE qui considère que la durée de la période tarifaire est adaptée et « donne le temps aux opérateurs pour engager des efforts de productivité ». En effet, les objectifs de réduction de coûts qui se renforcent à chaque nouveau tarif conduisent les opérateurs à mener des réorganisations quasi permanentes pour préserver leur rentabilité. L'instabilité ainsi générée est de nature à distraire les agents de la mission de service public qu'ils ont à cœur d'assurer.

Une réflexion sur l'allongement de la période tarifaire ferait selon nous sens. Une durée de 5 ans permettrait par exemple de caler le rythme des renouvellements tarifaires sur celui des grands débats de politique énergétique.

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

La FNME CGT n'a pas de remarques sinon que nous sommes favorables à une stabilité du mode de calcul du revenu autorisé qui donne une visibilité à toutes les parties prenantes, ce qui est un objectif important de la régulation.

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

La FNME CGT n'est pas favorable à l'existence de plusieurs taux de rémunération des actifs.

- Premièrement, le dispositif proposé rendrait le tarif trop complexe et difficilement lisible par les différentes parties prenantes des opérateurs.
- En second lieu, pour la FNME CGT, il semble que le basculement d'actifs du taux court terme vers le taux longs terme à chaque nouvelle période tarifaire va à l'encontre de l'objectif de visibilité poursuivi par le tarif.
- En outre, la méthode de calcul ne semble pas correspondre pour la FNME CGT à ce que doit être le mode de prise de décision des opérateurs en matière d'investissement. La FNME CGT souhaite que de telles décisions répondent à des logiques industrielles au lieu de dépendre des évolutions court terme des taux d'intérêt.

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

Si le régulateur souhaite prendre en compte la hausse des taux sans risque, la méthode devrait consister à intégrer les taux d'intérêt et les investissements prévisionnels au calcul du taux de rémunération des actifs. Ce taux unique, qui aurait l'avantage de la simplicité, serait une moyenne des coûts de financement pondérés par les montants des investissements passés et futurs en prenant en compte la durée de vie des actifs.

Cela étant dit, la FNME CGT est inquiète des possibles conséquences d'une baisse de la rémunération de la BAR que les opérateurs seraient tentés de compenser, dans une logique court-termiste par une pression supplémentaire sur les CNE impactant défavorablement les personnels comme l'outil industriel.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

La FNME CGT est favorable à la reconduction du dispositif.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Pour la FNME CGT, les actifs des opérateurs régulés sont financés à travers le tarif depuis l'entrée en vigueur de la régulation. On peut même aller jusqu'à considérer que ces actifs étaient en définitive financés par les usagers avant même la régulation. Il apparaît donc naturel de faire bénéficier ces usagers des gains tirés de leur cession éventuelle au travers du CRCP. Dans le cas contraire, les opérateurs pourraient par exemple être tentés de céder des immeubles amortis et qui engendrent un faible niveau de charges d'exploitation pour recourir à une location dont le coût serait couvert par le tarif.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

La FNME CGT est favorable aux grands principes de fonctionnement du CRCP.

En ce qui concerne le taux d'actualisation, nous comprenons les arguments d'opérateurs ayant été conduits à emprunter pour financer un important stock de CRCP en cours de période tarifaire dans l'attente de son apurement (parfois pour préserver les remontées de dividendes aux actionnaires). Il nous paraît donc pertinent que le stock de CRCP soit actualisé au coût de la dette.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Oui, **la FNME CGT est** favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire proposés par la CRE qui sont dans la continuité des précédents tarifs.

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/-2 % du plafond du facteur k ?

La forte hausse de l'inflation connue ces dernières années a montré en effet une des limites du modèle tarifaire avec des écarts significatifs liés à l'augmentation de l'IPC qui sont venus s'ajouter à d'autres sources d'écarts : climat, volumes acheminés, coûts d'énergie (effets volumes, prix, CED)....

La FNME CGT est donc favorable à l'évolution proposée par la CRE consistant à corriger plus rapidement les écarts d'inflation. Une telle évolution sécuriserait les opérateurs contre une variation brutale de ce paramètre.

La FNME CGT est en revanche favorable au maintien à +/-2 % du plafond du facteur k permettant de lisser les évolutions du tarif hors inflation payé par les utilisateurs des réseaux.

Question 11 : Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Non, **la FNME CGT n'est** pas favorable. Nous estimons que le périmètre des charges incitées est trop étendu. Comme exposé précédemment, un recul du taux de rémunération combiné à une forte réduction des coûts augmentera la pression exercée par les actionnaires des opérateurs sur le corps social afin de préserver leur rentabilité. Par ailleurs, aucun indicateur de qualité de service n'est assez fin et assez réactif pour s'assurer que les réductions de coûts ne se feront pas au détriment du service rendu et de la sécurité. **La FNME CGT** craint, en outre, qu'un tel système n'incite à un plus fort recours aux contrats de prestation alors que certaines activités comme l'activité "Réseaux" sont déjà largement externalisées.

Aussi **la FNME CGT** souhaite que les charges de personnel soient intégrées au mécanisme du CRCP afin d'éviter que les opérateurs optent pour des politiques sociales court-termistes alors que les ressources nécessaires doivent répondre à des enjeux de long terme.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

La FNME CGT partage l'analyse préliminaire de la CRE sous réserve des positions exprimées dans le cadre des réponses aux questions 12, 14 et 15.

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

La FNME CGT ne partage pas l'orientation de la CRE. Nous sommes pour le maintien de l'incitation naturelle de l'opérateur à maintenir le nombre d'utilisateurs du réseau dans l'intérêt de la communauté des usagers. **La FNME CGT** estime en effet que la baisse souhaitée des consommations de gaz est compatible avec la stabilité de clients si les objectifs de baisse de rénovations des logements et de sobriété sont atteints. En toute cohérence, le cadre tarifaire

doit cependant accompagner les efforts de l'opérateur pour le verdissement du gaz, l'accompagnement à la maîtrise des consommations et le développement de l'usage des pompes à chaleur hybrides.

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Énergie de GRDF ?

La **FNME CGT** comprend que les postes sont couverts au CRCP si la CRE les considère comme non maîtrisables par les opérateurs et dont l'évolution est difficilement prévisible. L'Avantage en Nature Énergie qui est un dispositif du statut des Industries Électriques et Gazières (IEG) nous semble répondre à ces deux critères et devrait en cohérence avec les orientations passées du régulateur être couvert au CRCP. En effet ce poste n'est ni prévisible ni maîtrisable puisqu'il dépend de l'évolution des prix des énergies, du climat et du nombre de salariés de la branche. Si la CRE entend maintenir une incitation à la sobriété – dont on ne voit de toute manière pas comment elle pourrait être répercutée par les opérateurs sur les agents, elle devrait en limiter le périmètre à la part volume des consommations corrigées du climat.

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Oui, la **FNME CGT** y est favorable. Nous estimons, en effet, que le dispositif permet d'avoir de la visibilité sur les coûts unitaires d'investissement dans l'intérêt des usagers.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Non, la **FNME CGT** n'y est pas favorable. Il nous semble plus pertinent de considérer les investissements dans leur globalité au lieu de les prendre isolément. Si par exemple une amélioration SI peut conduire à éviter des investissements plus importants dans le domaine non incité, l'opérateur peut être tenté de s'en abstenir dans le cadre d'un tel mécanisme, au détriment des utilisateurs des réseaux.

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Non, la **FNME CGT** n'y est pas favorable. Une telle incitation pourrait selon nous avoir pour effet de reporter dans le temps des investissements nécessaires aux objectifs de sécurité du réseau, de conformité réglementaire ou d'intégration des gaz verts. Ces catégories d'investissement devraient donc être exclues du mécanisme d'incitation. Si une telle incitation venait à être instaurée, la **FNME CGT** serait favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe des investissements en cours de période tarifaire, notamment pour tenir des évolutions réglementaires et de la dynamique de développement du biométhane.

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Oui, la **FNME CGT** partage les enjeux identifiés par la CRE.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Oui, **la FNME CGT** est favorable au renforcement des incitations sur les thématiques prioritaires, en particulier celles relatives à l'activité d'acheminement qui ont connu une dégradation au cours de la période ATRD6.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Oui, **la FNME CGT** est favorable aux évolutions envisagées par la CRE consistant à fixer un délai de traitement des réclamations indifférencié, renforcer le niveau d'incitation, et inciter financièrement l'indicateur "taux de réclamations multiples" qui a connu une hausse sensible sur la période ATRD6.

Question 22 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Oui, **la FNME CGT** est favorable aux modifications envisagées par la CRE visant à inciter l'opérateur à réduire le volume annuel de CED. Le maintien de la distinction entre clients relevés à 6 mois et ceux relevés à un mois (moyennant une adaptation du niveau cible pour tenir compte du recul du nombre de clients 6M) nous paraît, en outre, de nature à permettre une visibilité de la performance par segment de clients.

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Oui, **la FNME CGT** est favorable à l'introduction de cet indicateur étant donné l'appétence croissante pour les données journalières et le fait que l'indicateur qu'il remplace ne captait pas la capacité des différents acteurs à accéder effectivement aux données de consommation.

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

La FNME CGT est favorable à la prise en compte d'indicateurs relatifs à l'intégration des gaz renouvelables et bas carbone. Nous estimons néanmoins que cette évolution intervient à contretemps puisque la première vague de raccordements est derrière nous et que les opérateurs prévoient un creux de quelques années en la matière.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

L'acceptabilité des nouveaux gaz au niveau de l'ensemble des infrastructures représente un fort enjeu de R&D. Il est de la responsabilité de tous de permettre la pérennisation des sites industriels qui accueilleront demain les gaz décarbonés de demain. Comme **la FNME CGT** l'a écrit précédemment, les orientations de R&D sont à nos yeux trop restrictives tant en termes de moyens alloués qu'en termes de thématiques. **La FNME CGT** estime qu'elles vont à l'encontre d'une maîtrise dans la durée du coût du réseau dans un contexte de baisse des consommations de méthane.

La FNME CGT accueille favorablement l'orientation de la CRE consistant réviser la trajectoire de R&D en cours de période tarifaire mais elle ne comprend pas pourquoi les dépenses de certains opérateurs n'ont pas été couvertes lors de la période ATRD6 : il s'agit là d'une limite de l'incitation asymétrique. Si ces dépenses étaient justifiées, elles auraient dû selon elle être couvertes par le tarif.

Par ailleurs, **la FNME CGT** constate que le mécanisme prévu n'a pas été suffisant pour inciter certains opérateurs à dépenser les budgets alloués : nous souhaiterions que toute sous-consommation soit justifiée auprès du régulateur pour distinguer les effets des éventuels renoncements.

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Oui, la FNME CGT y est favorable. Nous estimons que les thématiques liées à la mise en place d'un réseau dynamique sont prioritaires (si ces sujets n'ont pas déjà été identifiés par la CRE) du fait de l'intégration croissante de productions de gaz verts décentralisées.

Nous souhaitons que la liste des actions prioritaires puisse évoluer en cours de période tarifaire pour intégrer les nouveaux enjeux éventuels.

Question 27 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

La FNME CGT ne comprend pas la volonté de la CRE de minimiser les coûts de réseau supportés par les futurs utilisateurs (et ainsi éviter le risque d'une spirale haussière des coûts unitaires dans un contexte de baisse des consommations) au travers l'évolution de la répartition dans le temps des charges de capital. Néanmoins, l'ensemble des évolutions envisagées par la CRE se traduirait par une hausse artificielle du revenu autorisé de l'ordre de +10% dans un contexte déjà fortement inflationniste et pourraient constituer une rupture brutale de modèle pour des opérateurs qui n'y étaient pas préparés.

La FNME CGT souhaite donc voir ses mesures appliquées de manière progressive et concertée avec les opérateurs. La piste envisagée par la CRE d'une désindexation sur un périmètre réduit (nouveaux actifs ou certaines catégories d'actifs) nous semble raisonnable malgré la complexité supplémentaire qu'elle implique (puisqu'elle suppose la coexistence de deux BAR et de deux taux de rémunération).

Question 28 : Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

La FNME CGT est favorable au passage en régulation d'un amortissement linéaire à un amortissement accéléré. La mesure proposée permettrait en effet de limiter le risque de hausse du coût unitaire de distribution sur la durée. La révision du facteur d'amortissement à chaque période tarifaire permettrait comme le relève la CRE d'adapter le rythme d'amortissement aux prévisions actualisées de consommation.

Il faut cependant s'assurer que cette évolution, qui pourrait introduire des écarts importants avec la comptabilité, ne présente pas de risques fiscaux pour les opérateurs.

Là encore, une application de la mesure au seul périmètre des nouveaux actifs mis en service serait de nature à éviter des ruptures brutales qui iraient à l'encontre des objectifs tarifaires de prévisibilité et de stabilité du modèle.

Question 29 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Pour la FNME CGT, la mesure proposée permettrait en effet de limiter le risque de hausse du coût de distribution dans la durée. Comme le souligne la CRE, afin de ne pas décorrélérer la durée réglementaire et la durée de vie économique des actifs, il nous semble pertinent d'en réserver pour l'instant l'application au strict périmètre des actifs qui ne seraient plus utilisés à long terme. Nous comprenons que ce périmètre resterait marginal à 2050 puisque la majeure partie des infrastructures gazières devrait rester en service au-delà de cet horizon.

Question 30 : Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Comme indiqué dans les réponses des ~~la Faux~~ questions 27 à 29, la FNME CGT souhaite que ces évolutions s'appliquent de manière progressive, sur un périmètre réduit dans un premier temps et en concertation avec les opérateurs. Cette progressivité permettrait d'éviter une hausse trop importante des charges de capital au prochain tarif dans un contexte de hausse des prix et des besoins et permettrait des adaptations aux tarifs suivants en fonction des politiques de planification des infrastructures.

Question 31 : Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

Question 32 : Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

La FNME CGT est favorable au taux envisagé par la CRE qui se base sur l'année de référence 2023 et intègre les gains Gazpar attendus, avec le déploiement de compteurs additionnels.

Question 33 : Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

La FNME CGT est favorable à la reconduction du cadre de régulation du projet changement de gaz qui a peut-être contribué à la maîtrise des coûts unitaires d'exploitation au cours de la période ATRD6.

Niveau tarifaire

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

La FNME CGT ne les partage pas. Les orientations prises ne le sont que sous le prisme des « missions » d'un GRD. Au regard des défis à relever pour la filière gaz dans la transition énergétique et en vue de l'intérêt général, les orientations de la CRE paraissent trop restrictives.

Les GRD peuvent jouer un rôle clé dans le développement de technologies émergentes de production de gaz renouvelables et décarbonés comme la pyrogazéification, de gazéification hydrothermale et la pyrolyse de méthane. Pour limiter le ciseau tarifaire, il faudrait leur donner les moyens de participer à l'émergence de ces filières qui pourraient prendre un jour le relais du gaz naturel et ainsi pérenniser les actifs, ce qui va dans le sens d'une minimisation des coûts échoués au bénéfice des utilisateurs.

Question 35 : Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

La FNME CGT n'a pas de remarques particulières sinon que le niveau important du solde en fin de période a montré des limites du modèle tarifaire dont nous constatons que la CRE tente de les corriger.

Question 38 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

Le niveau des charges demandé par les GRD est le reflet d'un contexte de fortes tensions. Il intègre les effets d'une inflation élevée sur la BAR et sa diffusion progressive dans la base de coûts, une hausse des coûts d'énergie liée à la dynamique des prix, le renforcement de la maintenance d'un réseau vieillissant, la prise en compte des menaces liées au contexte géopolitique, l'intégration des nouvelles contraintes réglementaires et un effort en vue du développement des nouveaux gaz et de leur incorporation dans les réseaux.

Question 39 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

L'écart entre les trajectoires « haute » et « basse » considérées par la CRE est bien trop important pour que la FNME CGT puisse se prononcer. Nous regrettons que les orientations de la CRE n'apparaissent pas clairement dans le document de consultation.

S'agissant des ajustements opérés par l'auditeur, leur ampleur et le retrait de la trajectoire des CNE retenue par rapport à l'estimé 2023 questionnent sur son degré de compréhension du secteur et des enjeux métier et industriels du distributeur, notamment en termes de conformité réglementaires et de modernisation des ouvrages.

L'auditeur ne semble en outre pas avoir pris en compte les efforts de productivité déjà réalisés. Comme indiqué en préambule, les effectifs de GRDF sont stables - voire en légère régression - depuis 2012 et les charges d'exploitation ont globalement suivi l'inflation sur la période, et cela dans un contexte de grands projets (Gazpar, Changement de gaz, développement du Biométhane...) et d'évolutions importantes de l'outil industriel. La FNME CGT ne pense pas qu'il soit possible de pousser plus loin les baisses de coûts sans s'écarter de la réalité de l'activité des salariés et entraver la bonne marche de l'outil industriel. Si chaque baisse doit en engendrer des nouvelles, les conséquences de cette spirale sont connues d'avance. Si nous savons que le coût du réseau est essentiellement lié à sa taille et non aux quantités acheminées et que ce réseau continuera dans son intégralité à être utilisé au-delà de 2050 (sauf évolutions à la marge), il faut en tirer les conclusions qui s'imposent : on ne peut pas répondre à la baisse des volumes par une baisse des effectifs.

La FNME CGT remarque par ailleurs que les frais de personnel représentent le premier poste d'ajustement de l'auditeur sans que ses hypothèses ne reposent sur des bases sérieuses : la révision à la hausse de l'objectif de productivité ne s'appuie sur aucune estimation de la charge de travail et l'abaissement des hypothèses SNB et GVT ignore complètement les enjeux sociaux de l'entreprise. La FNME CGT est navrée de constater que ce qui n'est pour un auditeur qu'un paramètre dans un tableur, pourrait avoir des effets défavorables sur le service rendu à 11 millions d'utilisateurs et affecter le travail de 11 000 agents.

Pour ce qui concerne la méthode, l'utilisation de séries historiques ou la projection d'un réalisé 2022 revu de l'inflation semble ignorer les crises qu'a connu le secteur de l'énergie depuis 2022 et leurs conséquences économiques et industrielles au profit d'une approche comptable des coûts.

Cela étant dit, la FNME CGT ne peut que déplorer la sous-consommation des charges d'exploitation allouées par le précédent tarif. Une telle gestion par le distributeur privilégie les résultats (et donc les remontées à l'actionnaire) à court terme au détriment des défis de long terme. La FNME CGT refuse que seulement les usagers et les salariés en paient le prix.

Le niveau des CNE retenu devra répondre à chacun des enjeux identifiés par le régulateur dans la note technique et égrenés tout au long de des précédentes réponses. La FNME CGT insiste en particulier sur le besoin de personnel en nombre et en compétences suffisantes pour assurer les missions d'exploitation de l'outil industriel en toute sécurité et assurer le développement des gaz renouvelables pour assurer la pérennité des activités.

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

La FNME CGT privilégie la seconde option proposée par la CRE consistant à limiter la hausse au 1^{er} juillet 2024 et d'intégrer dans les évolutions annuelles un coefficient permettant de tenir compte de la baisse annuelle des consommations. Un tel choix modère en effet (même si c'est de manière marginale) l'amplitude du saut tarifaire à prévoir entre les périodes ATRD6 et ATRD7, offrant plus de stabilité aux usagers.

Question 42 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Structure tarifaire

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

La FNME CGT partage les enjeux identifiés par la CRE concernant l'adaptation de la structure tarifaire à l'évolution du schéma de desserte consécutive au développement de la filière des gaz renouvelables et la croissance de l'usage appoint-secours, tout en veillant à maintenir la simplicité et la lisibilité du tarif.

Question 44 : Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

La FNME CGT est favorable à l'évolution de tarification des usages appoint-secours afin de s'adapter à l'évolution du rôle des réseaux qui devient plus assurantiel qu'auparavant et de respecter le principe tarifaire selon lequel chaque catégorie d'utilisateurs doit s'acquitter d'un tarif reflétant les coûts de réseau qu'elle génère.

Question 45 : Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

La FNME CGT est en accord avec la proposition de GRDF visant à restreindre l'introduction d'un terme de débit au client présentant un débit de compteur correspondant à un usage industriel et à en exclure les petits clients résidentiels.

Question 46 : Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Question 47 : Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

Question 48 : Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Question 49 : En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Question 50 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

La FNME CGT estime, comme la CRE, qu'un abaissement du seuil entre les options T2 et T3 devra en cohérence se traduire par un alignement de la fréquence de relève pour les nouveaux clients T3 avec un passage en relevé mensuel (ou semestriel) des clients non équipés d'un compteur communicant.

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

La FNME CGT est favorable au maintien d'un timbre d'injection qui vise à inciter les producteurs à optimiser leur capacité et leur localisation sur les réseaux et à l'étendre à l'ensemble des productions de gaz renouvelables qui bénéficient d'un droit à l'injection. Cette dernière évolution doit se faire en concertation avec les acteurs concernés afin de ne pas freiner le développement de filières qui restent émergentes.

Question 52 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

La FNME CGT est favorable à l'élargissement du périmètre des charges à couvrir par le timbre d'injection aux charges indirectes. En effet, la montée en puissance de la filière engendre des coûts de structure (équipe commerciales, systèmes d'information, études...) et d'exploitation qui vont au-delà des coûts directs d'énergie et de maintenance.

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

Question 56 : Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Question 57 : Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

La FNME CGT est favorable à la mise en œuvre des évolutions de la structure tarifaire au 1^{er} juillet 2026 afin de laisser aux acteurs le temps de s'y préparer, notamment en termes d'adaptation des systèmes d'information. Nous comprenons que les évolutions relatives au timbre pourraient, quant à elles, intervenir dès le 1^{er} juillet 2024 en raison du faible nombre d'utilisateurs concernés.

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

La FNME CGT est favorable à condition que le périmètre des utilisateurs supportant ces coûts soit strictement limité aux utilisateurs qui ne sont pas équipés d'un compteur communicant de leur fait, et cela avec certitude. GRDF devrait être incité aux renouvellements des ouvrages afin d'avoir un minimum de compteur inaccessible.

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Remarque Proposition à insérer dans l'une des questions ou à mettre en remarque dans le document !

Le niveau des investissements prévus pour la modernisation et la modification des ouvrages est estimé en moyenne à 535 M€ par an, ce qui représente une augmentation par rapport à la période précédente où ils étaient de 391 M€ par an. Ces investissements sont censés augmenter en début de période ATRD7 et continuer à augmenter tout au long de cette période de ce dernier mais le total est en deçà de l'ATRD6 : - 22 M€

*Cependant, cette augmentation ne semble pas suffisante pour faire face aux enjeux de sécurité sur le terrain, notamment en ce qui concerne les ouvrages avec détente intérieure. En effet, dans certaines maisons individuelles ou groupées, certaines détentes sont vétustes et datent de près de 60 ans. De plus, elles présentent un évent non raccordé à l'extérieur, voire bouché. Malheureusement, la phase d'inventaire généralisé préalable à la GMAO tarde à être mise en place depuis plusieurs années, et la politique de maintenance prescrit le remplacement de l'appareil tous les 10 ans. Cependant, ces détentes connaissent actuellement de nombreuses défaillances en termes de fiabilité et de traçabilité. Par conséquent, ces installations présentent un risque de rupture de membrane pouvant entraîner une libération importante et soudaine de gaz dans la pièce (accumulation rapide de gaz). Selon nos estimations, ce problème concerne des milliers de structures. **Il est donc nécessaire d'investir rapidement dans l'inventaire et le retrait de ces détentes et des tuyaux associés en MPB (4 bars), plutôt que de simplement remplacer le régulateur.***